

Les crédits

possibilités d'emploi. Il ne crée pas d'emplois pour ces jeunes qui arrivent en masse sur le marché du travail.

En outre, le gouvernement avait qualifié de dépôt sacré notre système de sécurité sociale. Mais il lui a fallu peu de temps pour réduire les dépenses à ce chapitre; il a réduit le financement et presque suspendu l'application des programmes de logements sociaux. J'y reviendrai un peu plus tard si le temps me le permet, en décrivant les constatations du comité des Nations Unies, le comité des droits de l'homme, qui vient de publier les résultats d'une étude sur la prestation du Canada en matière de droits de l'homme, de pauvreté et de dépenses sociales et sur le phénomène des banques alimentaires et des sans-abri. J'y reviendrai dans un moment si le temps me le permet.

Le gouvernement proclame qu'il respectera ses propres évaluations environnementales. Toutefois, il adopte des mesures qui vont à l'encontre des recommandations des groupes responsables des études d'impact écologique dans le cas du barrage Oldman, de Rafferty-Alameda, de l'aéroport international Pearson et, dernière inspiration brillante de sa part, dans le cas du projet de raccordement permanent entre le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard. Je ne ferai pas d'observations à ce sujet car je n'ai pas le temps et je ne veux pas m'éloigner des principaux points qui nous intéressent. Je dirai simplement que c'est l'une des propositions les plus idiotes qui aient été présentées à la Chambre des communes.

En ce qui concerne le libre-échange, après avoir promis de respecter la volonté du peuple et de la majorité, après avoir obtenu aux élections de 1988 une majorité de sièges, mais un pourcentage moindre du vote populaire que les libéraux et les néo-démocrates réunis, qui s'opposaient, pour leur part, à l'Accord de libre-échange, le gouvernement est quand même allé de l'avant et il a adopté cet accord. Il en découle, bien entendu, que nous sommes maintenant saisis de l'ALÉNA qui est adopté envers et contre tous en cette cinquième année de la présente législature alors que le mandat du gouvernement tire à sa fin et que les gouvernements des États-Unis et du Mexique n'ont pas encore ratifié définitivement cette entente.

En ce qui concerne les budgets, le gouvernement étrangle les provinces. Il a supprimé le Programme de contestation judiciaire, le Conseil économique du Canada, le Conseil des sciences du Canada, l'Institut de relations internationales, le Centre international d'exploitation des océans et la Commission de réforme du droit. Je le répète, le gouvernement étouffe les activités de la

Société canadienne d'hypothèques et de logement. Il combat le chômage au détriment des chômeurs, en réduisant les prestations. Il fait fi des ententes fédérales-provinciales. Ainsi, l'entente entre le Canada et l'Ontario n'a pas été renouvelée depuis 1991. Il sabre dans le transport ferroviaire alors qu'il avait promis d'encourager les modes de transport économes en énergie.

Malgré l'engagement qu'il a pris en théorie d'améliorer les normes environnementales et la situation à cet égard, le gouvernement a une politique énergétique digne du XIX^e au mieux. Il continue de subventionner des mégaprojets dépassés et il poursuit une politique énergétique désuète. Le gouvernement déforme le régime fiscal canadien; il le fait passer d'un système progressif à un système régressif en imposant un certain nombre de taxes de vente qui frappent plus durement les gens à faible revenu que les plus nantis. Notre régime fiscal actuel est une honte. Il aide les riches à s'enrichir davantage, mais appauvrit encore plus les pauvres.

• (1840)

Une voix: C'est faux.

M. Caccia: Le ministre prétend que ce n'est pas vrai. Je le mets au défi d'intervenir et de nous donner des preuves du contraire. Il est vraiment terrible de voir ce que le Canada est devenu sous le gouvernement conservateur depuis huit ans et demi. Alors que le mandat de nos vis-à-vis tire à sa fin, il nous incombe de soulever ces questions lorsque le gouvernement cherche à obtenir des crédits afin de poursuivre ses activités jusqu'en 1994. À ce moment-là, il ne sera plus au pouvoir.

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, mon collègue de Davenport fait toujours preuve de bon sens et il parle toujours des questions environnementales avec beaucoup d'énergie et de conviction.

Il a fait état d'un rapport des Nations Unies sur la pauvreté, les sans-abris et les banques alimentaires. Je voudrais connaître son point de vue sur le lien qui existe entre le rapport des Nations Unies sur les droits de la personne, et la pauvreté, les sans-abris et les banques alimentaires au Canada.

M. Caccia: Monsieur le Président, je suis très reconnaissant au député d'Ottawa—Vanier de soulever la question car il est important que nous exposions le point de vue d'un organisme indépendant et neutre qui a étudié la situation au Canada et qui a notamment écrit à propos des ressources financières et autres, sous la rubri-